

(N° 133.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1914.

Projet de loi approuvant la déclaration signée à Bruxelles le 15 juin 1910
concernant le régime des armes en Afrique⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE BECKER REMY.

MESSIEURS.

D'après la déclaration annexée à l'acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, les puissances signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le Bassin conventionnel du Congo pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalant à 10 p. c. de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux qui sont régis par les dispositions du chapitre VI de l'Acte général de ce jour.

Afin de permettre la majoration de ce droit de 10 p. c. sur les armes et les munitions, la Conférence de Bruxelles élaborait un projet de déclaration qui fut accepté par toutes les puissances signataires ou adhérentes à l'acte général de Berlin. C'est cet arrangement que le projet de loi, soumis à vos délibérations, a pour objet de sanctionner.

Une note jointe au présent rapport et fournie par le Département des Affaires Etrangères, en réponse à une question posée par un des membres de la Commission, donne l'historique de la question.

En vertu de l'accord particulier du 28 juillet 1908, les puissances intéressées ont pris l'engagement de prohiber strictement toute espèce d'armes à feu dans la zone dite frontière.

Cette zone comprend des bois et des brousses dans lesquels les indigènes seuls sont capables de se mouvoir en dehors des sentiers battus et où munis d'armes à feu, ils peuvent, sans qu'une répression soit possible, tuer les Euro-

(1) Projet de loi, n° 39.

(2) La Commission était composée de MM. Van Der Linden, *Président*, Gillès de Pelichy, Pirard, Van Marcke et De Becker Remy.

péens à bout portant sans même que ceux-ci aient le moindre doute de leur présence.

Par la déclaration du 15 juin 1910, ces puissances pourront, pour les autres zones, établir sur les armes et les munitions un droit d'entrée supérieur à la limite maximum de 10 p. c. prévue antérieurement.

Un membre de commission a fait valoir diverses considérations en faveur de l'industrie armurière liégeoise qui, semble-t-il, devait être atteinte dans ses intérêts par les mesures édictées.

Cette industrie réclame une application modérée et bienveillante du droit confié au Gouvernement par la Déclaration du 15 juin 1910, dont l'approbation est demandée à la Législature.

Une zone considérable du Congo belge est déjà interdite, par la convention internationale du 22 juillet 1908, au commerce de toutes espèces d'armes à feu. Il résulte des déclarations du Gouvernement, en réponse aux questions de la Commission spéciale, que cette interdiction sera maintenue.

Quant au reste de la Colonie, le Gouvernement pourra, par l'établissement facultatif de droits prohibitifs, arriver au même résultat.

Si cela se comprend pour le commerce des armes de guerre, rayées et perfectionnées, il n'en est pas de même pour les armes à silex ou de qualité inférieure, qui constituent une des branches les plus importantes de l'industrie armurière liégeoise.

Une application exagérée des droits arriverait à ce résultat singulier, de paralyser, dans notre Colonie, l'exercice d'un commerce considérable, librement ouvert à nos fabricants en Belgique même, et dans la plupart des pays d'outre-mer.

Toutefois, il ne faut pas oublier la grande pensée humanitaire qui a présidé à l'élaboration des mesures prises par les gouvernements pour l'administration des régions composant l'Afrique centrale.

Parmi les mesures les plus urgentes qui sollicitèrent leur attention, il faut citer celles qui ont pour but d'assurer la suppression de l'esclavage, de combattre le fléau de l'alcoolisme et d'apporter des restrictions à la diffusion des armes à feu et autres engins de destruction parmi ces populations non civilisées.

Plusieurs conférences, corollaires de celles de Berlin, se tinrent successivement à Bruxelles.

Elles s'occupèrent de ces diverses questions et aboutirent à des conditions unanimement acceptées.

Il n'est pas douteux que plusieurs de ces décisions ont eu pour conséquence de léser certains intérêts particuliers et il est incontestable que les restrictions apportées à la vente et au transport de l'alcool et des armes a porté préjudice aux échanges commerciaux.

Tous les pays ont eu à consentir des sacrifices par des considérations d'ordre supérieur et la Belgique ne pourra, sans faillir à sa mission civilisatrice, refuser son concours à ces mesures.

Il y a lieu de faire observer que le Gouvernement, ainsi qu'il le déclare dans son exposé des motifs du projet de loi, a toujours cherché à ménager,

dans la mesure la plus large les intérêts légitimes du commerce et de l'industrie. Il a pris soin, notamment, de confier à des hommes bien au courant de ces intérêts la mission de le représenter au sein des conférences africaines.

Loin d'être une menace nouvelle pour le commerce des armes, la déclaration du 15 juin 1910 permettra aux gouvernements possessionnés dans le bassin conventionnel du Congo de remplacer éventuellement par une majoration des droits d'entrée sur les armes, la prohibition absolue de ces produits qui est actuellement le seul moyen de préservation dont ils disposent.

QUESTION.

« Quel est le sort de la Convention en date du 22 juillet 1908 dont l'article premier prohibe l'importation de toutes armes à feu dans la zone forestière du Congo belge en présence de la convention nouvelle soumise à la Législature? »

RÉPONSE.

L'exposé des motifs qui accompagne le projet de loi portant approbation de la déclaration signée à Bruxelles, le 15 juin 1910, en précise le sens et la portée.

Cette déclaration laisse intact le régime des armes, tel qu'il a été établi par les articles VIII, IX de l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890.

L'article VIII de cet acte pose le principe de l'interdiction de l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches dans le bassin conventionnel du Congo, sauf dans les cas et sous les conditions prévues à l'article suivant.

En souscrivant à l'accord particulier du 28 juillet 1908, l'Allemagne, l'État Indépendant du Congo, la France et le Portugal usant du droit que leur confère l'acte général de Bruxelles, se sont engagés à prohiber strictement l'importation des armes de toute espèce dans la zone dite forestière, parce qu'il a été reconnu que, dans ces régions, les indigènes même armés de fusils à silex peuvent constituer un danger permanent pour l'ordre public.

La déclaration signée le 15 juin 1910 n'a pas pour objet de rapporter l'arrangement du 28 juillet 1908, mais elle permettra, si la nécessité s'en fait sentir, de rehausser le taux des droits sur les armes et munitions importées dans les régions africaines où la prohibition complète n'est pas obligatoire.

Dans l'état actuel des choses, la déclaration annexée à l'acte général de Bruxelles du 2 juillet 1910 s'oppose à l'établissement dans le bassin conventionnel du Congo de droits supérieurs à 10 p. c. de la valeur. Si ce droit était jugé insuffisant pour prévenir les dangers d'une trop grande diffusion des armes, il ne resterait d'autre ressource que de recourir à la prohibition absolue. La déclaration qui est soumise à l'approbation des Chambres belges

mettra désormais à la disposition des Gouvernements des moyens de préservation moins rigoureux.

La Commission spéciale adopte le projet par 3 voix et une abstention.

Le Rapporteur,

AUGUSTE DE BECKER.

Le Président,

J. VAN DER LINDEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 APRIL 1911.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de op 15 Juni 1910 te Brussel onderteevende Verklaring omtrent den regel ingesteld voor de wapens in Afrika ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BECKER REMY.

MIJNE HEEREN,

Naar luid van de Verklaring toegevoegd aan de Algemeene Akte van Brussel van 2 Juli 1890, zijn de Mogendheden, die ze hebben onderteekend of daartoe zijn toegetreden en bezittingen hebben ofwel protectoraten uitoefenen in het conventioneel Congobekken, bevoegd, in zoover zij eene machtiging daartoe noodig hebben, om er op de goederen rechten te stellen, waarvan het tarief niet hooger zijn mag dan een bedrag gelijk aan 10 t. h. van de waarde in de invoerhaven. Deze bepaling geldt echter niet voor de sterke dranken: deze vallen onder de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk VI der huidige Algemeene Akte.

Opdat men dat recht van 10 t. h. op wapens en munitiën zou kunnen verhoogen, maakte de Conferentie van Brussel een ontwerp van verklaring op, dat werd aangenomen door al de Mogendheden die de Algemeene Akte van Berlijn hadden onderteekend of daartoe waren toegetreden.

Het wetsontwerp, dat u ter behandeling is overgelegd, heeft ten doel, deze schikking te bekrachtigen.

In eene nota, bij dit verslag gevoegd en door het Departement van Buitenlandsche Zaken geleverd in antwoord op eene vraag van een lid der Commissie, wordt het verleden der zaak uiteengezet.

Uit krachte van de bijzondere overeenkomst van 28 Juli 1908 verbonden zich de belanghebbende Mogendheden om elk soort van vuurwapens in de zoogezegde grensstreek streng buiten te sluiten.

Tot deze streek behooren bosschen en gronden bedekt met dicht kreupelhout, waar alleen de inboorlingen zich buiten de gewone wegen kunnen

(1) Wetsontwerp, n^o 39.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Van der Linden, was samengesteld uit de heeren Gillès de Pelichy, Pirard, Van Marcke en De Becker Remy.

bewegen : zijn ze voorzien van vuurwapens, dan kan men hen niet beletten, de Europeërs van nabij te dooden, te meer daar deze hunne aanwezigheid niet eens vermoeden.

Door de Verklaring van 15 Juni 1910 zullen die Mogendheden, voor de overige streken, een invoerrecht op wapens en munitien mogen stellen, hooger dan het maximum van 10 t. h. dat vroeger was voorzien.

Een lid der Commissie bracht verschillende beschouwingen in 't midden ten bate van de wapennijverheid in het Luikerland, die, naar het schijnt, door de aangenomen maatregelen in hare belangen zou getroffen zijn.

Deze nijverheid vraagt dat men het recht, aan de Regeering opgedragen door de Verklaring van 15 Juni 1910, die de Wetgevende Kamers verzocht worden goed te keuren, op een gematigde en welwillende wijze zou toepassen.

Door de Internationale Overeenkomst van 22 Juli 1908 werd de handel in om 't even welke vuurwapens reeds verboden in een aanzienlijk deel van Belgisch Congoland. Uit de verklaringen der Regeering, in antwoord op de vragen van de Bijzondere Commissie, blijkt dat dit verbod wordt gehandhaafd.

Wat het overige grondgebied van de Kolonie betreft, zal de Regeering, door het facultatief stellen van verbodsrechten, denzelfden uitslag kunnen bereiken.

Is zulks aan te nemen voor den handel in getrokken en verbeterde oorlogswapens, dan is dat niet het geval met de steenslotgeweren of die van mindere hoedanigheid, welke een van de voornaamste takken der wapennijverheid in het Luikerland uitmaken.

Eene overdreven toepassing van de rechten zou als zonderling gevolg hebben, dat de uitoefening van een aanzienlijken handel, die voor onze fabrikanten vrij openstaat in België en in meest al de overzeesche landen, zou worden verlamd in onze Kolonie.

Nochtans dient in aanmerking te worden genomen de verheven menschevende gedachte, die aanleiding heeft gegeven tot de maatregelen, door de Regeeringen genomen voor het beheer der streken welke Midden-Afrika uitmaken.

Onder de meest spoedvereischende maatregelen, waarmee zij zich onledig hielden, moeten worden vermeld die, welke ten doel hebben, den slavenhandel af te schaffen, de plaag van het alcoholisme te bestrijden en het verspreiden van vuurwapens en andere vernielingstuigen onder deze onbeschaafde bevolkingen te beperken.

Verscheiden Conferentiën, volgende op die van Berlijn, werden achtereenvolgens te Brussel gehouden.

Zij behandelden die onderscheidene vraagstukken en stelden ten slotte voorwaarden vast, die met algemeene stemmen werden aangenomen.

Ongetwijfeld hebben verscheidene dezer beslissingen sommige persoonlijke belangen gekrenkt en het is onbetwistbaar dat het beperken van den verkoop en van het vervoer van alcohol en wapens den handelsomzet heeft geschaad.

Al de landen moesten zich opofferingen getroosten om hogere redenen en België zal, zonder in zijne beschavende zending te kort te schieten, niet kunnen weigeren zijne medewerking daaraan te verleen.

Er dient te worden aangemerkt dat de Regeering, zooals zij het verklaart in hare Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, steeds trachtte, de wettige belangen van nijverheid en handel zooveel mogelijk te ontzien. Zij zorgde er voor, onder andere, dat de zending om haar te vertegenwoordigen in den schoot van de Afrikaansche Conferentiën werd opgedragen aan mannen, die goed op de hoogte van bedoelde belangen waren.

Vere van een nieuwe bedreiging te zijn voor den handel in wapens, zal de Verklaring van 15 Juni 1910 aan de Regeeringen, die bezettingen hebben in het conventioneel Congobekken, toelaten, het volstrekt verbod van de wapens, dat thans geldt als het eenige behoedmiddel waarover zij beschikken, bij voorkomend geval te vervangen door eene verhooging van invoerrechten op die producten.

VRAAG.

« Wat zal er, ten gevolge van de nieuwe, aan de Wetgeving onderworpen overeenkomst, geworden van de Overeenkomst van 22 Juli 1908, waarvan het eerste artikel het invoeren van om 't even welke vuurwapens in de boschstreek van Belgisch Congoland verbiedt? »

ANTWOORD.

In de Memorie van Toelichting, betreffende het ontwerp van wet tot goedkeuring van de op 15 Juni 1910 te Brussel onderteekende Verklaring, worden de beteekenis en de bedoeling daarvan nader omschreven.

Deze Verklaring laat onverkort den regel ingesteld voor de wapens, zooals hij werd bepaald bij de artikelen VIII, IX der Algemeene Akte van Brussel, van 2 Juli 1890.

In beginsel wordt door artikel VIII van deze Akte verboden, vuurwapens, inzonderheid getrokken en verbeterde wapens, alsmede kruit, kogels en kardoezen in te voeren in het conventioneel Congobekken, behalve in de gevallen en onder de voorwaarden bij het volgend artikel voorzien.

Door toe te treden tot de bijzondere overeenkomst van 28 Juli 1908, hebben Duitschland, de Onafhankelijke Congostraat, Frankrijk en Portugal, gebruik makend van het recht hun door de Algemeene Akte van Brussel toegekend, zich verbonden om den invoer van elk soort van wapens in de zoogezegde boschstreek stiptelijk te verbieden. Het werd immers erkend dat de inboorlingen, zelfs met steenslotgeweren gewapend, in deze streken een bestendig gevaar voor de openbare orde kunnen uitmaken.

De op 15 Juni 1910 onderteekende Verklaring heeft niet ten doel, de schikking van 28 Juli 1908 in te trekken; doch, zoo het noodig blijkt, zal zij toelaten, het bedrag te verhoogen van de rechten op de wapens en munitiën ingevoerd in de Afrikaansche streken, waar het volledig verbod niet verplicht is.

In den huidige toestand, verzet de Verklaring, toegevoegd aan de Algemeene Akte van Brussel van 2 Juli 1910, zich tegen het heffen, in het conventioneel Congobekken, van rechten die 10 t. h. van de waarde overschrijden. Mocht dit recht ontoereikend worden geacht om de gevaren eener te groote verspreiding van wapens te voorkomen, dan zou er geen ander middel overblijven dan het volstrekte verbod voor te schrijven. De Verklaring, die aan de goedkeuring der Belgische Kamers is onderworpen, zal voortaan minder strenge behoedmiddelen ter beschikking van de Regeeringen stellen.

De Bijzondere Commissie keurt het ontwerp goed met 3 stemmen en ééne onthouding.

De Verslaggever,

AUGUSTE DE BECKER.

De Voorzitter,

J. VAN DER LINDEN.

